POLÉMIQUE FAUT-IL BRÛLER ATTAJDID ?

TELQUEL

TELQUEL

12

N°162 • Du 5 au 11 février 2005

LE MAROC TEL QU'IL EST

Fouad Ali El Himma

Hamidou Laânigri

El Mustapha Sahel

Yassine Mansouri

ORGANIGRAMME
LES HOMMES, LES RÉSEAUX, LES CIRCUITS

Dans les entrailles du ministère de l'Intérieur

ENQUETE

Ils s'y sont mis à quatre pour combler le vide laissé par Basri. Et ils ont tout changé. Plongée au cœur du bastion n°1 du pouvoir

Directeur de la publication : Ahmed R. Benchemsi

www.telquel-online.com

ENQUETE

PAR ABDELLATIF EL AZIZI
ET KARIM BOUKHARI

Au-delà de la volonté affichée de tout effacer des "vingt ans du règne Basri", c'est la redistribution/ dilution des pouvoirs, doublée d'un certain flou et d'un penchant avéré pour les télescopages, qui l'emporte. Plongée au cœur d'un univers qui a peuplé les fantasmes (et les cauchemars) de générations de Marocains.

Entrée de "l'ex-résidence" (de Lyautey), siège central du ministère, à Rabat

DANS LES ENTRAILLES MINISTÈRE D

DU
E L'INTÉRIEUR

Le véritable déclic qui a affecté le département de l'Intérieur n'a pas forcément eu lieu dès le départ de Basri, en novembre 1999, mais bien en mars 2002, au lendemain d'un conseil des ministres tenu à Dakhla. Driss Jettou, alors ministre de l'Intérieur, et le Premier ministre Abderrahmane Youssoufi co-signent un document accordant de nouvelles et larges prérogatives aux walis (droit de regard sur les autorisations en tous genres, notamment). Tout le monde avait à l'époque applaudi, mais sans forcément apprécier. Le plus de pouvoir accordé aux walis était une parcelle de terrain (de plus) grignotée aux élus locaux, au gouvernement, mais aussi à d'autres corps de l'Intérieur, dont la puissante DGSN (Direction Générale de la Sûreté Nationale). La décision, en fait, venait d'en haut, du roi en personne, via une lettre dédiée à la "relance de l'investissement".

DANS LES ENTRAILLES DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

AIC PRESS

Cette décision, combinée à d'autres, beaucoup plus importantes, ont abouti, aujourd'hui, à une configuration qui rompt définitivement avec le décor planté, vingt ans durant, par Driss Basri. Le ministère de l'Intérieur n'est plus ce qu'il était, les hommes ne sont plus les mêmes, la redistribution des rôles a tout chamboulé et le pouvoir véritable n'appartient plus véritablement à celui censé l'incarner : le ministre. Les hommes de la garde rapprochée du roi ont repris en main l'appareil, pour exercer une nouvelle forme de pouvoir : pas de tâches clairement partagées, malgré les différences des titres, mais des approches fortement nuancées. Un chevauchement subtil dont les nuances ne sont pas toujours claires... L'exemple le plus frappant est celui des deux hommes forts du département, Fouad Ali El Himma et Yassine Mansouri (lire encadrés). L'un et l'autre exercent des fonctions qui vont au-delà de leurs titres officiels. Ils sont tous les deux présents sur la plupart des sujets sensibles de l'heure. Mais ils n'ont ni la même mentalité, ni forcément les mêmes interlocuteurs. Et personne ne sait si leurs téléscopages répétés sur les mêmes dossiers relèvent de la stratégie calculée ou de l'improvisation pure et dure. Ce qui les rassemble, c'est

LES HOMMES FORTS (objectivement, le ministre Sahel n'en fait

Fouad Ali El Himma. "Pour l'amour de la nation" (et de la monarchie)

DR

Même s'il n'a jamais été flic, à la différence d'un Basri par exemple, Fouad Ali El Himma a toujours été fasciné par l'information, le renseignement. *"Il épluchait tout ce qui lui passait entre les mains, disent de lui certains proches, à commencer par les fiches parfois glauques des RG"*. Sauf que chez lui, la pratique du renseignement semble être motivée, d'abord par "l'intérêt supérieur de la monarchie" et son indispensable corollaire, la raison d'État. El Himma n'est pas le seul à gérer des dossiers aussi sensibles que le Sahara, l'héritage de Hassan II (les années de plomb) ou le cas Driss Basri. Mais comme nous le précise ce proche, *"il gère les dossiers à un autre niveau que les autres, avec une plus grande proximité vis-à-vis du roi"*. Cela change évidemment tout. El Himma fonctionne avec un cabinet mobile, conduit par l'efficace Hassan Fateh, et joue en permanence de son "amitié" avec Mohammed VI pour convaincre ses interlocuteurs. Toujours "dans L'intérêt suprême de la nation (et de la monarchie)". On lui prête, par exemple, d'avoir convaincu, à sa manière, les islamistes du PJD de réduire le nombre de leurs candidats aux dernières élections législatives. Ce qui fait de lui, au moins politiquement, un possible Basri de demain, celui qui arrange au mieux les cartes politiques du royaume. Plus impulsif qu'un Mansouri, mais moins crispant qu'un Laânigri, El Himma dispose d'un avantage majeur : celui de filtrer, en permanence, les renseignements de première main fournis par les deux services majeurs du pays (DGST et DGED). S'il y avait un ministre de la Défense au Maroc, ce serait un mélange subtil entre El Himma et le premier policier du royaume, Hamidou Laânigri.

Hamidou Laânigri. Au service de Sa Ma

"C'est lui les yeux et les oreilles du roi". Si Hamidou Laânigri a cultivé cette image de James Bond, roi des espions, c'est en particulier parce qu'il a acquis une grande connaissance des problèmes du terrorisme international, avec une culture du renseignement nourrie des fiches de la DGSN et de la DGST, sans compter les rapports des services étrangers et les notes des ambassades. Lui aussi exerce une autre forme de contrôle sur le ministère pourtant dirigé, théoriquement, par Mustapha Sahel. En quittant la DGST, dont il a assumé seul la responsabilité sans autre compte à rendre qu'au roi, Laânigri a pris le soin d'y placer l'un de ses hommes, Ahmed Harare, qui a dirigé l'antenne de la DGST à Casablanca pendant les attentats du 16 mai, à la tête des services. Laânigri n'a pas oublié son numéro deux véritable, le redoutable (dans le sens physique du

La Direction Générale de la Sûreté Nationale

À LA TÊTE DE LA DGSN, LAÂNIGRI CONTRÔLE TOUS LES CORPS DE POLICE, GARDANT UN ŒIL VIGILANT SUR L'INTÉRIEUR ET LA DGST

que les deux hommes semblent voués au service de la monarchie. Sur le dossier du Sahara, par exemple, l'un et l'autre donnent l'impression, comme le dit l'un de leurs interlocuteurs, "de tirer dans des directions diamétralement opposées". Voilà qui est au moins conforme, finalement, à la position officielle du royaume : cette impression d'avancer et de reculer à la fois, de chercher le dialogue (pour le Sahara) et d'y couper court… Mais ce qui est valable pour le Sahara l'est aussi pour le volet des droits de l'homme et le chantier, immense, ouvert avec les auditions des années de plomb. Vers où tout cela va-t-il nous entraîner ? Aussi étonnant que cela puisse paraître, la même question se pose aussi dans l'entourage royal…

Sur un terrain plus concret, le reformatage du ministère de l'Intérieur a consacré aussi d'autres hommes que les "amis de jeunesse du roi", à commencer par le général Hamidou Laânigri, que les rapports successifs de toutes les ONG internationales n'ont pas ébranlé. Laânigri, aujourd'hui, est plus qu'un (super) flic, c'est un ponte véritable de l'Intérieur qui exerce, à sa manière, une partie du legs d'un Driss Basri. Le reste du pouvoir basrien étant dilué entre les nouveaux venus. Le changement est évident mais le résultat, pour le moment n'est pas évident.

Au niveau central, c'est plutôt la gestion de la chose

pas partie. Mais le prestige de la fonction…)

esté

DR

terme) Noureddine Benbrahim, qui a reçu une belle promotion – mutation à la tête de la DAG ou direction des affaires intérieures. Avec la casquette de la DGSN, le général contrôle ainsi totalement tous les corps de police avec, en permanence, un regard vigilant sur les affaires de l'Intérieur et de la DGST. Il a également emporté certains de ses hommes dans ses valises posées à la DGSN. Exemple du fidèle Abdeljalil Abdoune, l'un de ses hommes à la DST, désormais à la tête des RG (le renseignement, toujours !). Même si l'image de patron des tortionnaires de Témara le poursuit encore, Laânigri se présente aujourd'hui comme un expert international en matière de lutte anti-terroriste (Européens et Américains le consultent régulièrement), un super flic écouté par son roi et ses interlocuteurs dans le sérail.

Yassine Mansouri. Monsieur plus

AIC PRESS

Tapi dans l'ombre du ministre Sahel et du puissant ministre délégué El Himma, Yassine Mansouri passe pour le plus présent sur le champ politique. Le directeur de la DGAI (direction générale des affaires intérieures, le tronc le plus important de tout le département) a des antennes partout. Il pèse lourd dans les nominations des walis et gouverneurs, dont il contrôle par ailleurs indirectement le rendement par le biais de la DAG (direction des affaires générales). C'est lui que l'on retrouve au front sur les dossiers les plus chauds du moment. Depuis son entrée à l'Intérieur, on l'appelle directement Monsieur Sahara. Mansouri négocie avec les uns et les autres, consulte les partis politiques réellement implantés dans le Sud et ne réprime pas les passerelles passées, plus ou moins timidement, vers l'autre rive : celle du Polisario. Si, un jour, le Maroc aboutit à une solution négociée avec le Polisario, Mansouri sera certainement de la partie. Dans l'entourage immédiat du roi, il incarne plutôt l'aile modérée, partisane du dialogue et de la négociation. Homme de contact, cet ancien directeur de la MAP s'appuie sur un bon réseau média et politique (il est l'un des rares, dans l'entourage royal, à "fréquenter" la gauche) qui lui a permis d'être très présent sur des chantiers aussi importants que la loi sur les partis, les auditions publiques de l'IER, ou des cas plus embarrassants comme le récépissé d'Annahj Addimocrati, le règlement définitif de l'affaire du commissaire Tabet ou encore le cas Bziz.

administrative qui fait grincer des dents la plupart des hauts fonctionnaires. Pour ce responsable qui tient à garder l'anonymat, *"le problème réside dans le fait que la plupart des nouveaux patrons de l'Intérieur comme Saad Hassar, directeur des collectivités locales ou Mohamed Amzazi le directeur des Études et analyses sont pleins de bonne volonté mais ne connaissent rien aux rouages des dossiers techniques"*. La plupart des autres grandes directions du ministère ont par ailleurs été verrouillées. Le secrétariat général a été confié à Chakib Benmoussa. Saad Hassar a remplacé le très controversé Toulali à la tête des collectivités locales. Quant à Yassine Mansouri, il s'est emparé de la Direction Générale des Affaires Intérieures, fort de sa proximité avec le roi et de son profil d'habile négociateur et d'adepte du renseignement à l'américaine. Tout le contraire d'un Noureddine Benbrahim, ancien de la DST, désormais en charge de la Direction des Affaires Générales, mais dont les méthodes et la conception du métier du renseignement, dixit son entourage, n'ont pas trop évolué après son passage par Témara.

À un niveau plus général, pour les fonctionnaires, c'est la difficulté d'en référer à une direction bicéphale (voire plus) qui pose problème. Les champs de compétence n'étant pas clairement définis, la communication laisse à désirer entre les différents services et le Secrétariat général du ministère, géré par Chakib Benmoussa, réduisant le rôle de ce dernier au service minimum. En réalité, dans la cuisine interne du tout puissant ministère de l'Intérieur, le menu est préparé par plusieurs chefs. Quand El Himma est branché sur l'exploitation du renseignement, le tout sécuritaire revient de facto à Hmidou Laânigri, alors que Mustapha Sahel est chargé d'expédier les affaires courantes.

Quant aux nominations des walis et gouverneurs, cette prérogative peut quitter les murs de l'Intérieur pour atterrir, à l'occasion, sur le bureau du conseiller royal Meziane Belfqih.Un Belfqih chargé, au passage, de rompre avec la méthode Basri et de proposer notamment des profils plus "raffinés", traduisez plus technocrates. Chez les walis, et de Mohammedia à Marrakech en passant par Sidi Kacem ou Skhirat, c'est désormais la vague des ingénieurs qui déferle pour s'occuper des affaires locales avec plus ou moins de bonheur (et de suspicion dans le regard des anciens). Placés à la tête des préfectures et provinces, ils ont pour mission essentielle de faire du management de proximité, conformément aux directives de la fameuse lettre royale de mars 2002.

Aujourd'hui, les rescapés de l'ère Basri qui ont réussi à passer entre les mailles du filet ont été sommés de se conformer au "nouveau concept de l'autorité". Parmi eux, on peut relever le cas, ô combien énigmatique, de Mustapha Sahel, deux fois ministre de l'Intérieur. Il fonctionne avec un cabinet qui tourne en veilleuse et un secrétairegénéral souvent dépassé par les événements. Que lui reste-t-il ? Jusqu'à quand assumera-t-il une position étrange, court-circuité par une bonne partie de ses directeurs centraux, dépassé sur les volets combien importants du renseignement et des nominations ?

LES HOMMES, LES RÉSEAUX, LES CIRCUITS,

Ces informations, résultats d'une combinaison entre textes officiels et investigations recoupées, ne sont pas exhaustives. Nous avons choisi de zoomer sur les départements et les activités qui nous semblent être les plus significatives.

CABINET
Depuis le départ de Houcine Benharbit, longtemps associé à Basri, le cabinet du ministre a été plutôt mis en veilleuse, sans directeur véritable

SERVICES EXTERNES

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
SAÂD HASSAR

- contrôle des communes
- suivi du service militaire
- promotion nationale (agents temporaires..etc)
- collecte des taxes locales

PROTECTION CIVILE
GÉNÉRAL YACOUBI
- contrôle des accidents de la voie publique
- incendie
- noyades et incidents maritimes

FORCES AUXILIAIRES
LAHCEN BOUCHT (zone sud) et BOUBKEUR MOUNZIL (zone nord)
- service de renseignement autonome
- surveillance, intervention dans les incendies, émeutes, guerres...etc.
- le service fonctionne sous forme d'inspection générale séparée en deux zones, nord et sud

DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES INTÉRIEURES (DGAI)
YASSINE MANSOURI

DIRECTION DES AFFAIRES GÉNÉRALES (DAG)
NOUREDDINE BENBRAHIM
- service des passeports
- réglementation urbaine (autorisations en tous genres)
- réceptacle d'informations et contrôle étroit du circuit des wali-gouverneurs, caïds, khalifas...

DIRECTION D'ÉTUDES ET D'ANALYSES
MOHAMED AMZAZI
- suivi des publications de presse
- documentation
- collecte d'informations sociales, religieuses, économiques, syndicales..etc
- suivi des activités des RME

DIVISION DES FRONTIÈRES
- Suivi des affaires des provinces du Sud (Sahara)
- Services de laisons

PALAIS

Depuis son intronisation, et même s'il a successivement nommé Midaoui, Jettou et Sahel à l'Intérieur, c'est, essentiellement, vers les anciens du collège royal que le roi **MOHAMMED VI** se tourne pour les questions relatives au département : El Himma, Mansouri et, parmi ses chargés de mission, Fadel Benyaich.

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

MUSTAPHA SAHEL gère l'administration, communique et délègue le reste... au ministre délégué et à ses subordonnés supposés (Benbrahim, Mansouri, notamment)

MINISTRE DÉLÉGUÉ À L'INTÉRIEUR

FOUAD ALI EL HIMMA compte sur un cabinet mené par le discret Hassan Fateh, et un réseau très large pour filtrer tous les renseignements (circuits de la DAG, DGSN, DGST, DGED) et les remonter au Palais. Ce dernier est également alimenté par les autres services de renseignement (armée et gendarmerie notamment).

DIRECTION DES RÉGIES

- contrôle des activités de transport
- suivi des services concédés (concessions)
- eau, électricité, assainissement

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

CHAKIB BENMOUSSA n'est plus un passage obligé depuis que les directeurs centraux en réfèrent directement au ministre délégué

ADMINISTRATION CENTRALE

Avec le trio Mansouri, Laânigri, Benbrahim, chacun opérant pour son compte, El Himma contrôle le département de l'Intérieur et répercute les volontés royales

DGSN (POLICE)

HAMIDOU LAÂNIGRI

ADMINISTRATION TERRITORIALE

- contrôle et audit internes
- Équivalent de "police des polices pour l'Intérieur "
- Existe sous forme d'inspection générale

DIRECTION DE TRANSMISSION

- écoutes téléphoniques et autres interceptions de communications
- liaisons radio

DIVISION DES ÉLECTIONS

- organisation des consultations électorals
- suivi en matière d'informatique et de recensements en tous genres

DIVISION DES ÉTUDES ET DE LA COOPÉRATION

- coopérations internationales en matière de drogue, de terrorisme et d'émigration clandestine

SÉCURITÉ PUBLIQUE (SP)

BOUCHAIB RMAÏL

- police en tenue
- contrôle des commissariats et de la police de la circulation
- sécurité dans les lieux publics

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX (RG)

ABDELJALIL ABDOUNE

- collecte d'informations en tous genres
- suivi des personnes civiles (sans possibilité d'intervention physique)
- reversement des informations et rapports les plus saillants dans l'escarcelle de la DGST, aux méthodes d'investigations plus performantes

POLICE JUDICIAIRE (PJ)

MOHAMED MOUZONI

- affaires de droit commun
- enquêtes et interpellations
- coopération étroite avec les tribunaux et les représentants du ministère de la Justice

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SURVEILLANCE DU TERRITOIRE (DGST)

AHMED HARARE

- collaboration avec les services de la PJ
- coordination avec les services de renseignements extérieurs (DGED)
- Rapports souvent directs avec le Roi, en personne ou par l'entremise du cabinet royal

ENQUÊTE

DANS LES ENTRAILLES DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

L'histoire d'un m

L'omnipotence du ministère de l'Intérieur ne s'est pas faite du jour au lendemain. Elle s'est construite au gré des périodes, des hommes et du climat politique général. Rétrospective d'une OPA qui a dessiné les contours du Maroc actuel.

AFP

1955 – 1962. UNE COQUILLE VIDE OU LE TEMPS DE LA POLICE POLITIQUE

Le premier gouvernement du Maroc indépendant est dominé par deux partis : la Choura (PDI) et surtout l'Istiqlal. Mais les poste-clés échappent aux deux partis. A la tête de ce gouvernement, on retrouve ainsi Mbarek Bekkai, un militaire, ancien de l'armée française. À l'Intérieur, c'est Lahcen Lyoussi, un seigneur de guerre, qui hérite du portefeuille. Les deux hommes ne sont ni des politiques, ni des intellectuels de premier ordre, bien au contraire. Le calcul de Mohammed V est bien simple : en ces temps troubles où les institutions n'ont pas encore vu le jour, le plus important est de bétonner en assurant la sécurité du trône sans concéder des prérogatives conséquentes à l'Istiqlal. Le ministère de l'Intérieur ne ressemble pas encore à la machine tentaculaire des années 60. Lahcen Lyoussi n'est ni un homme de dossier, ni un spécialiste du renseignement. Il a plutôt été choisi pour sa fidélité au trône, et pour sa connaissance du milieu des anciens résistants, dont une partie refuse de déposer les armes. Mais derrière la façade Lyoussi, c'est la police politique, ancêtre des services marocains, qui fait le ménage. À la tête de cette police très spéciale, Mohammed V a désigné Mohamed Laghzaoui, un baron de l'Istiqlal. En quatre ans de "règne", Laghzaoui fera de l'ombre aux trois hommes qui se sont pourtant relayés pour le portefeuille de l'Intérieur : Lahcen Lyoussi, Driss Mhamedi et Hassan Chiguer, tous des hommes sans envergure politique. L'administration marocaine tourne encore à très faible régime. L'armée est toujours en phase de croissance. Seul l'Istiqlal et le syndicat de l'UMT ont des structures réellement implantées à travers tout le pays. C'est l'Istiqlal, via la police politique de Laghzaoui et les milices montées en parallèle, qui remplit la première tâche véritable du département de l'Intérieur : pacifier le terrain, récupérer les résistants, en finir avec les derniers rebelles. Et réduire, au passage, l'influence du seul parti soupçonné de "progressisme" : la Choura de Mohamed Belhassan Ouazzani. Le Palais crée, en parallèle, la fonction de ministre de la Défense, chargé de missions plus stratégiques, et confie ce rôle nouveau à des hommes plutôt "indépendants"

Ministres. Ceux qui ont fait "la maison"

LAHCEN LYOUSSI (décembre 55 - mai 56)
Originaire de l'Atlas, ancien caïd du temps du Protectorat, il a négocié le cas du gouverneur Addi ou Bihi, qui s'est rebellé en 1957-58. Lyoussi, qui n'était à l'époque plus ministre de l'Intérieur, y perdit sa carrière.

DRISS MHAMMEDI (décembre 56 – mai 58, et décembre 58 – mai 60)
Dissident de l'Istiqlal, un des meneurs de la persécution combinée entre le Palais et l'Istiqlal contre le parti de la Choura, un moment compagnon de Ben Barka du temps du Protectorat, il a hérité de plusieurs portefeuilles ministériels dont celui des Affaires étrangères.

MESSAOUD CHIGUER (mai 58 – décembre 58)
Originaire de Sidi Kacem, (et beau-père éphémère de Dlimi), Chiguer était surtout connu comme une person-

astodonte

Le général Oufkir, ministre de l'Intérieur de 67 à 71, avec Hassan II

comme Ahmed Réda Guédira, M'hammed Zeghari ou encore Ahmed Yazidi. En 1960, c'est le tournant : l'UNFP, sorti des rangs de l'Istiqlal sous la conduite de Ben Barka, est devenu le premier parti du pays. Le Palais, sous l'influence de Hassan II, officiellement désigné prince héritier une année auparavant, abat une nouvelle carte : la création du CAB1. Exit Laghzaoui et sa police politique. Le général Oufkir prend sous son aile et le CAB1 et la police "normale" (DGSN). Le poste de ministre de l'Intérieur relève désormais du pur administratif, et protocolaire, sans aucun contrôle sur la police et les nouveaux services. Mais en 1961, Mohammed V en vient à mourir subitement et, l'année d'après, Hassan II tient la "promesse" de son père : doter, enfin, le Maroc d'une Constitution qui légalise le pouvoir et assoit définitivement la monarchie

1963 – 1971. LES ANNÉES OUFKIR

C'est la période de l'affrontement direct entre le palais et l'UNFP. Avec, en filigrane, la montée en puissance du général Oufkir. Hassan II s'appuie désormais sur sa (ses) police(s) et confie au fidèle Guédira, jusqu'alors ministre de l'Intérieur, une nouvelle mission qui préfigure du rôle à venir d'un certain Driss Basri : la création d'un parti politique, le FDIC. Spécialement créé pour les élections de 1963, les premières dans l'histoire du pays, le parti, qui a récupéré entre-temps des ténors de l'Istiqlal et de la Choura (les Laghzaoui, Boutaleb, Bensouda), rafle la mise. Le divorce (du Palais) avec l'UNFP et ce qui reste de l'Istiqlal est consommé. Le gouvernement devient l'affaire exclusive du Palais qui va puiser dans le FDIC, le MP du duo Aherdane – Khatib, et les "indépendants". Hassan II assume lui-même les attributions de Premier ministre. En 1964, et suite à la liquidation de Cheikh El Arab, Oufkir saute le pas et devient ministre de l'Intérieur. La situation bascule du tout au tout. Pour la permière fois, et à raison, l'image du ministre de la Défense est assimilée à "celui qui fait tout et qui possède toutes les clés". Oufkir dirige la DGSN, les services du CAB1 et trône sur l'Intérieur. Il domine ainsi tout le gouvernement, déjà vidé de toute substance politique. Explication simple : les enlèvements sont pratiqués par le CAB 1, parfois sous le couvert de la police judiciaire qui travaille en étroite collaboration avec la Justice, via le Parquet. Oufkir, déjà à la tête de la police et de l'Intérieur, dictait aussi sa loi au ministre de la Justice. C'est de là qu'est né un concept et une perception qui allaient perdurer jusqu'à l'éviction de Basri en 1999 : celui d'un ministère de l'Intérieur omnipotent. La mainmise de l'Intérieur devient d'autant plus flagrante que la période est marquée par les procès politiques, souvent réduits à des parodies où la Justice est vidée de toute indépendance. Mais Oufkir, qui n'a jamais été un bosseur, n'a pas le don de l'ubiquité. Pour le seconder dans des

nalité "indépendante", sans apartenance politique, mais proche de Mohammed V.

MBAREK BEKKAI
(mai 60 – avril 61)

Militaire de formation, il a fait la 2ème guerre mondiale, sous la bannière française. C'est un homme estropié, fidèle à Mohammed V (et en froid avec le prince Moulay Hassan) qui a conduit le premier gouvernement du Maroc indépendant et assuré, par la suite, un court intérim à l'Intérieur...interrompu par son décès en 1961, peu après la mort de Mohammed V.

AHMED RÉDA CUÉDIRA
(avril 61 – juin 63)

Un Basri avant l'heure, mais sans la casquette policière. Premier architecte, avec Hassan II, du champ politique de la post-indépendance, il a assumé diverses fonctions, tant officielles que dans l'ombre, jusqu'à sa mort en 1995.

AHMED HAMIANI
(juin 63 – novembre 63)
Juriste de formation, il a assuré un court intérim dans un gouvernement conduit par Hassan II en personne.

DANS LES ENTRAILLES DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

tâches plus techniques, le Roi perpétue une tradition entamée dès 1958 avec Driss Saloui : celle des secrétaires d'État à l'Intérieur. Les hommes qui ont défilé à ce poste sont généralement plus "posés" que leurs supérieurs. Ce sont généralement des fidèles parmi les fidèles, d'un calibre intellectuel généralement plus épais que les hommes placés à la tête de la Défense (caïds et anciens militaires). Mais le fil reste ténu et les institutions ne sont pas solides. En 1967, la dissolution officielle du CAB 1, dans les suites de l'affaire Ben Barka, affaiblit le renseignement et prive l'Intérieur, probablement le Palais aussi, d'une de ses forces. En 1970, déjà, Oufkir n'est plus ce qu'il était, puisqu'il abandonne même la DGSN à son ancien poulain et désormais rival, Ahmed Dlimi. Ce climat malsain prépare au putsch de Skhirat en 1971. Hassan II, par erreur ou par calcul, éloigne Oufkir de l'Intérieur et lui confie la Défense. Il le remplace par Ahmed Benbouchta qui jouera les intérims jusqu'en 1972.

1972 - 1979. LA DST CHANGE LE VISAGE DE L'INTÉRIEUR

Le deuxième coup d'État militaire, cette fois dirigé contre le Boeing royal, met fin à la carrière et à la vie d'Oufkir. Mais les affaires de l'Intérieur restent floues. Hassan II supprime définitivement le titre de ministre de la Défense, reprend le contrôle direct de l'armée, centralise plus que jamais les renseignements (qu'il songe déjà à remodeler) et relègue l'Intérieur aux affaires administratives. Un signe qui ne trompe pas sur la paranoïa régnante : la Primature, réduite à de la simple figuration, est confiée au beau-frère du roi, Ahmed Osman. Les clés du ministère de l'Intérieur reviennent de nouveau à un non technicien du renseignement et de l'administration territoriale : le docteur Mohamed Benhima. Mais Benhima a, dans son ombre, des bosseurs dont deux se distinguent tout particulièrement : Haddou Echiguer qui grimpera lui-même à la tête du ministère pour une courte période et, surtout, l'homme à tout faire des RG (renseignements généraux) : le fameux Driss Basri. Le jeune Basri, appuyé par Mohamed Haddaoui, ancien cabinard d'Oufkir, monte rapidement les échelons. Début 1973, c'est lui qui hérite de la toute nouvelle DST. Les clés du renseignement intérieur, c'est désormais lui qui les a. Et, en parlant de clés, il expliqua, un jour, l'une des raisons de son ascension fulgurante et de sa longévité auprès de Hassan II, de la manière suivante : *"J'ai fermé ma tête avec des clés que j'ai confiées à Sa Majesté !"*. Basri n'est pas Oufkir, et n'a d'autre ambition que de servir le trône. Dès 1973, c'est lui, via le contrôle de la DST, qui domine déjà le département de l'Intérieur. Un département dont il devient le secrétaire d'État en 1975, et le ministre à partir de 1979. Tout en gardant jalousement les fameuses clés de la DST. Rien du renseignement intérieur ne lui échappe. Il devient le filtre suprême de Hassan II, mais aussi son premier architecte pour le "parachèvement de l'édification des institutions". Le tout en à travers son étiquette de ministre de l'Intérieur. Il va encore plus loin qu'un Guédira pour pacifier les dernières turbulences de la vie politique, et réussit ce que Oufkir, malgré sa puissance, n'avait jamais réussi : le contrôle absolu de la police et du renseignement. Bref, il fait mieux que ses prédécesseurs. C'est là, véritablement, que le mot "Intérieur" devient le synonyme de renseignement.

Mohammed VI et Driss Basri. Sèchement limogé... puis décoré

DR

DÈS 73, BASRI CONTRÔLE LES RENSEIGNEMENTS. C'EST PARTI POUR 26 ANS...

1980 - 1999. LA TOILE BASRI

Les années 80 s'ouvrent sur les émeutes de Casablanca et donnent à Basri, l'homme lige de l'Intérieur, une occasion en or : tisser la toile de l'administration jusqu'aux coins les plus reculés du royaume. En 1981, donc, le département de l'Intérieur invente le concept de la "proximité". Dans le discours, Basri et son armée de fonctionnaires multiplient le nombre de préfectures de police, de communes et d'arrondissements urbains "pour se rapprocher du citoyen et mieux le servir". C'était surtout pour mieux le contrôler, éviter de nouvelles émeutes populaires, et loucher d'encore plus près sur les investissements lo-

ABDERRAHMANE KHATIB (novembre 63 - août 64)
Frère de Abdelkrim Khatib, (frère de Abdelkrim) ancien du FDIC, il exerce toujours son métier d'avocat à Casablanca.

MOHAMED OUFKIR (Août 64 - août 71)
Le règne le plus long après celui de Basri. Militaire de formation, c'est la Résidence française qui l'a "greffé" initialement dans l'entourage immédiat de Mohammed V.

AHMED BENBOUCHTA (août 71 - avril 72)
Devenu ministre de la justice, ex gouverneur à Fès

MOHAMED BENHIMA (avril 72 - 75 et octobre 77 -mars 79)

Père de Driss Benhima, ce médecin originaire de Safi a assuré deux mandats durant lesquels son "collaborateur" Driss Basri a maîtrisé toutes les ficelles de l'Intérieur. C'est lui qui a donné, par exemple, les explications peu crédibles sur les circonstances du "suicide" d'Oufkir en 1972.

HADDOU CHIGUER (75 - octobre 77)
Originaire des Zemmours, sans lien de parenté avec Messaoud Chiguer, il a été d'abord secrétaire d'État avant de devenir ministre de l'Intérieur.

caux. Basri s'accroche au renseignement, à l'origine de la puissance de son département. Il veille à la nomination des patrons de la Sûreté nationale et garde la direction de la DST, choisissant soigneusement les directeurs adjoints qui le secondent (les Jamil, Benabdellah, Allabouch, Benbrahim). Il est tout simplement à la base de tout, même de l'Information, dont il rafle aussi le portefeuille ministériel. Basri modifie sensiblement les attributions du ministère de l'Intérieur, par deux moyens : en renforçant le système de renseignement propre à l'Intérieur (système des caïds, et des moqaddems) et en élargissant le pouvoir local des gouverneurs, pratiquement élevés au grade de ministres de la ville… dont il contrôle scrupuleusement les mouvements. La Direction des Affaires Générales (DAG, fabrique des walis et gouverneurs) prend ainsi son envol et devient le mastodonte de l'Intérieur. Les collectivités locales poussent comme des champignons, dont les patrons locaux sont pratiquement tous des obligés de l'Intérieur. Pour l'anecdote, Basri gâte ses multiples directeurs centraux, tous des fidèles (la blague de la série des Mercedès que Basri donne en cadeau à ses hommes et que ces derniers baptisent "Merci-Driss"). Sur un plan politique, la mainmise de l'Intérieur sur les affaires de l'État, Sahara compris, est facilitée par les multiples remaniements gouvernementaux décidés par Hassan II. La substance politique est pratiquement absente des équipes qui se sont succédé deux décennies durant, pour diriger le pays. En dehors de l'incursion, plutôt malheureuse, de l'Istiqlal, les affaires du gouvernement sont expédiées par des indépendants (exemple de Karim Lamrani, qui a conduit quatre équipes gouvernementales de1983 à 1994), des indépendants rassemblés en parti (le RNI) ou des partis sans base, à l'exception de la fidèle mouvance populaire et de ses multiples dérivés. Un climat à peine perturbé par la légalisation des islamistes du PJD sous la férule du très "sûr" Abdelkrim Khatib. Et par une alternance, plus anecdotique que prévu, conduite par Abderrahmane Youssoufi en 1998.

2000 – 2005. L'INTÉRIEUR, AUTREMENT

C'est avec Ahmed Midaoui que le nouveau concept de l'autorité a été déployé. Basri parti, Midaoui hérite d'un empire estropié : exit la DST, désormais confiée à un nouveau directeur, le premier depuis 26 ans. Et retour à la fonction oubliée de secrétaire d'État à l'Intérieur, sorte de super flic chapeautant les renseignements intérieurs et extérieurs pour le compte du Palais, dévolu à El Himma. Midaoui, malgré ses efforts, n'a pas les coudées franches dont disposait son prédécesseur. Il tente d'assainir la boîte et multiplie les mutations, à tel point que les plus récalcitrants parmi ses subordonnés le surnomment Ahmed "Mitaoui" (celui qui procède à des mutations). Après le départ de Midaoui, Driss Jettou assure un important intérim marqué par les premières élections sous Mohammed VI. Comme Basri, mais dans un tout autre registre, Jettou renoue le dialogue avec les acteurs politiques et tolère l'éclosion d'une flopée de nouveaux partis. Mais l'image de l'Intérieur omnipotent fait bien partie du passé. Et c'est sans surprise que le département a été, en 2002, confié à un homme encore plus loin du renseignement : Mustapha Sahel. Comme un retour aux années 50-60, quand l'essentiel du ménage de l'Intérieur était assuré par des secrétaires d'État, des directeurs centraux ou des conseillers royaux.

DRISS BASRI
(mars 79 - novembre 99)

D'origine modeste, le ministre le plus "long" et le plus titré a collé au mieux à l'image d'omnipotence longtemps dégagée, à raison, par le département de l'Intérieur.

AHMED MIDAOUI
(novembre 99 - septembre 2001)

Ancien directeur de la Sûreté nationale, plusieurs fois gouverneur, cet inspecteur des finances a lancé, le premier, le slogan du nouveau concept de l'autorité.

DRISS JETTOU
(septembre 2001 – septembre 2002)

Le plus politique des technocrates a assuré les premières élections sous Mohammed VI et grimpé depuis au siège de la primature.

EL MUSTAPHA SAHEL
(Depuis octobre 2002)

L'actuel ministre de l'Intérieur est un juriste de formation, contrôleur des finances, plus connu pour sa gestion administrative que pour sa connaissance du terrain ou son obsession pour le renseignement.